

RESOLUTION

**des députés Susanne Hugo-Lötscher (SPO) et Grégoire Raboud (suppl.) (SPO)
concernant: des assiettes pleines au lieu de réservoirs pleins (07.05.2008) 6.030**

Cela fait des mois que s'amoncellent les communiqués sur les révoltes de la faim dans différentes régions du monde. Dans pas moins de 37 Etats, des êtres affamés se sont exprimés au cours du mois d'avril 2008 pour plus dans les assiettes au lieu de plus dans les réservoirs des gens des pays riches. Des millions d'êtres humains luttent pour leur portion alimentaire quotidienne.

Depuis janvier 2008, le prix du riz, la denrée alimentaire de base la plus répandue au monde, est monté de 53 pour cent sur le marché mondial. Le prix des céréales a également augmenté ces huit derniers mois de 84 pour cent, et le prix de l'huile alimentaire de 68 pour cent.

Selon les statistiques de la Banque mondiale, près d'un tiers de la population mondiale vit en dessous du minimum vital, alors que d'un autre côté, huit multinationales gagnent des milliards avec le bioéthanol et les spéculations. Ce sur le dos des plus pauvres, qui descendent dans la rue poussés par la faim et s'opposent à l'exploitation des sols et à la valorisation de leurs ressources alimentaires sous forme de carburants. La politique énergétique visant à produire et utiliser plus d'énergies d'origine végétale en lieu et place des énergies fossiles s'avère un non sens écologique et surtout social. Les coûts du carburant agricole vendu sous l'appellation trompeuse "bio" sont bien trop élevés, son efficacité trop restreinte, et le pire est que la demande des états industriels pour remplir leurs réservoirs fait que les assiettes de millions d'êtres humains restent vides.

D'après Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale, la spéculation sur les denrées alimentaires, responsable de 37 pour cent des hausses de prix des denrées alimentaires de base, pourrait être enrayerée par des normes boursières. Mais il faut pour cela, d'après Dominique Strauss-Kahn, Directeur exécutif du Fonds monétaire international (FMI), une interdiction de la production de carburants agricoles à partir de denrées alimentaires comme le riz, le maïs, les céréales, le millet, l'avoine, etc. Cette interdiction, ou du moins un moratoire limité dans le temps, doit être discutée au niveau fédéral. Nous pouvons toutefois manifester notre soutien par la présente résolution.

C'est pourquoi nous invitons les membres du Grand Conseil valaisan à soutenir cette résolution en signe de solidarité et de soutien envers les millions de personnes affamées.

Sion, le 7 mai 2008

Susanne Hugo-Lötscher, députée (SPO)
Grégoire Raboud, député (suppl.) (SPO)